

**Annexe 1**  
**LISTE DES ETATS AYANT ADAPTÉ LEUR DROIT INTERNE**  
**AU STATUT DE LA CPI et PLACE DES ONG DANS LE PROCESSUS LEGISLATIF**  
(document élaboré sur la base des informations mises à disposition par la Coalition Internationale en faveur de la CPI,  
Amnesty International et le Centre international des droits de la personne et du développement démocratique)

<u>ETAT</u>	<u>INTITULE DE LA LOI</u>	<u>DATE</u>	<u>RATIFICATION DE L'ACCORD sur les PRIVILEGES ET IMMUNITES</u>	<u>RELATIONS AVEC LES ONG</u>
Afrique du Sud	<b>Loi sur la CPI</b>	2002		Commentaires informels fournis aux membres de la commission parlementaire
Allemagne	<b>Loi instituant un code de droit pénal international</b>	2002	X	Transmission de commentaires après la rédaction
Autriche	<b>Loi fédérale autrichienne</b>	2002	X	
Australie	<b>Loi sur les crimes internationaux Loi sur la coopération avec la CPI</b>	2002 2002		Commentaires déposés devant le Comité des Traités
Belgique	<b>Loi pénale relative aux violations graves du droit international humanitaire Loi concernant la coopération avec la CPI et les tribunaux pénaux internationaux</b>	2003 2004	X	
Bosnie-Herzégovine	<b>Loi relative au Code pénal</b>	2003		
Bulgarie	<b>Loi amendant le Code de procédure pénale</b>	2003		
Canada	<b>Loi sur les crimes contre l'humanité et les crimes de guerre</b>	2002	X	Intervention orale devant le Comité permanent des affaires étrangères et du commerce international
Costa Rica	<b>Loi 8272 (amendement au Code pénal)</b>	2003		Commentaires au Ministre de la Justice. Suggestions d'amendements au Code pénal intégrées dans un nouveau projet de loi prises en considération par le Ministre des Affaires étrangères.
Croatie	<b>Loi d'application du Statut de la CPI</b>	2003	X	
Danemark	<b>Loi 342 sur la CPI</b>	2001	X	
Espagne	<b>Loi sur la coopération avec la CPI</b>	2003	X	Commentaires au Ministre de la Justice
Estonie	<b>Loi de ratification Loi sur la procédure relative à la CPI</b>	2002 2001	X	
Finlande	<b>Loi sur la coopération Loi sur les crimes de la CPI</b>	2002	X	
France	<b>Loi relative à la coopération avec la CPI</b>	2002	X	Création d'un groupe de travail dans le cadre de

				la seconde loi au sein de la Commission consultative des droits de l'homme
	Loi complémentaire	2005 ?		
Georgie	<b>Loi sur le Code pénal de Géorgie</b> Loi de coopération entre la CPI et la Géorgie (non promulguée)	1999		Demande de soutien et de coopération des ONG formulée par la Commission de l'harmonisation législative
Irlande	<b>Loi sur la CPI</b>	2003		Commentaires et recommandations après la rédaction
Islande	<b>Loi sur la CPI</b>	2002	X	
Lettonie	<b>Loi sur la coopération avec la CPI</b> Amendements au Code pénal	2002		
Lituanie	<b>Loi sur le Code de procédure pénale</b>	2002	X	
Mali	<b>Loi sur le Code pénal</b>	2001	X	
Malte	<b>Loi sur la CPI modifiant le Code pénal</b>	2003		Commentaires pendant la rédaction
Nouvelle-Zélande	<b>Loi sur les crimes internationaux et sur la CPI</b>	2000	X	
Norvège	<b>Loi de mise en oeuvre</b>	2001	X	
Ouganda	Loi sur la CPI (non promulguée)	2004		Commentaires pendant la rédaction
Pays-Bas	<b>Loi de coopération avec la CPI</b>	2002	X	
Pérou	<b>Loi sur le Code de procédure pénale (un chapitre consacré à la coopération avec la CPI)</b> Amendements au Code pénal en cours d'élaboration	2004		Sollicitation avant et pendant le travail législatif
Pologne	<b>Loi sur le Code de Procédure pénale</b>	2003		
Portugal	<b>Loi sur la législation pénale</b>	2004	X	Commentaires préliminaires sur le projet Commentaires devant la commission parlementaire
Royaume-Uni	<b>Loi sur la CPI</b>	2001		Sollicitation avant et pendant le travail législatif
Serbie-Monténégro	<b>Loi sur les crimes de guerre</b>	2003	X	
Slovaquie	<b>Loi sur la CPI</b>	2001	X	
Slovénie	<b>Loi de coopération avec la CPI</b> Projet de loi relatif au Code criminel	2002		
Suède	<b>Loi sur les crimes internationaux</b> <b>Loi de coopération avec la CPI</b>	2002	X	Commentaires pendant le travail législatif
Suisse	<b>Loi de coopération avec la CPI</b>	2001		Procédure de consultation avec les institutions intéressées

**Annexe 2**  
**LISTE NON EXHAUSTIVE DES ETATS AYANT ENGAGÉ UN PROCESSUS D'ADAPTATION**  
**et PLACE DES ONG DANS LE PROCESSUS LEGISLATIF**

<u>ETAT</u>	<u>INTITULE DU PROJET DE LOI</u>	<u>RATIFICATION DE L'ACCORD sur les PRIVILEGES ET IMMUNITES</u>	<u>RELATIONS AVEC LES ONG</u>
Argentine	<b>Projet de loi relatif à la mise en oeuvre du Statut de Rome (adopté par le Sénat en juin 2004)</b>		Commentaires écrits déposés sur le projet en 2001 à la demande de la Commission inter-ministérielle chargée de rédiger l'avant-projet
Bolivie	<b>Projet de loi sur la CPI</b>		Consultant financé par l'Agence allemande de coopération associé à la rédaction de l'avant-projet
Brésil	<b>Projet de loi sur la CPI</b>	X	Lettre au Ministre de la Justice (janvier 2003) observations sur le projet de loi en février 2003
Colombie	<b>Projet de loi relatif à la coopération avec la CPI</b>		
Equateur			Soumission par une ONG locale (INREDH) d'un projet de loi visant la mise en oeuvre du Statut. Nouveau projet élaboré mais sans aboutissement
Honduras	Constitution d'un Comité d'expert au sein du gouvernement chargé de rédiger un projet de loi		
Panama	<b>Projet de loi relatif au Code pénal</b>	X	
Paraguay			Recherche préliminaire assurée par INECIP-Paraguay financée par le gouvernement canadien. Projet non suivi par le gouvernement
RDC	<b>Avant-projet de loi portant sur la mise en oeuvre du Statut de Rome</b>		Commentaires sur le projet de loi et sollicitation en amont
République dominicaine	<b>Projet de loi relatif au Code de procédure pénale (amendements au nouveau Code approuvé en août 2004)</b>		Commentaires sur le projet et relecture du nouveau texte
Sénégal			Organisation de séminaires et de conférences associant des députés
Trinidad & Tobago	<b>Projet de loi relatif à la mise en oeuvre du Statut de Rome</b>	X	
Uruguay	<b>Projet de loi relatif à la mise en oeuvre de la CPI</b>		Intervention orale devant le législateur Commentaires sur le projet rédigé
Venezuela	Initiative parlementaire visant la mise en oeuvre du Statut de Rome (soutien très limité, aucune implication du gouvernement)		

